

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie, du développement
durable et de l'énergie

Projet de modification de

Arrêté du 29 décembre 2014

relatif aux modalités d'application de la troisième période du dispositif des certificats
d'économies d'énergie

Version pour entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L. 221-1 à L. 222-9 ;

Vu le décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 modifié relatif aux certificats d'économies
d'énergie, notamment ses articles 3 et 7 ;

Vu le décret n° 2014-1668 du 29 décembre 2014 modifié relatif aux obligations de la
troisième période du dispositif des certificats d'économies d'énergie ;

Vu l'arrêté du 4 septembre 2014 fixant la liste des éléments d'une demande de certificats
d'économies d'énergie et les documents à archiver par le demandeur ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'énergie du xx/yy/2015,

ARRÊTE

Article 1

Les ventes aux consommateurs finals mentionnés à l'article 2 du décret n° 2014-1668 du 29
décembre 2014 susvisé (ménages et entreprises du secteur tertiaire) sont celles qui
correspondent aux rubriques suivantes de la nomenclature d'activités économiques pour
l'étude des livraisons et consommations d'énergie (NCE 2008) :

CODE NCE 2008	ACTIVITÉ NCE 2008
E 45	Télécommunications et postes
E 46	Commerce
E 47	Hébergement et restauration
E 48	Enseignement
E 49	Santé

E 50	Services marchands divers (hors santé et enseignement)
E 51	Administrations et services non marchands
E 52	Ménages

Article 2

Pour les personnes qui vendent du fioul domestique, la part des ventes aux ménages et aux entreprises du secteur tertiaire est égale à 0,848 fois le montant total des ventes aux consommateurs finals.

Article 3

Les économies d'énergie réalisées au cours de chaque année suivant la première année de vie du produit ou d'exécution du contrat de service sont calculées en divisant par 1,04 les économies de l'année précédente.

Le volume des certificats d'économies d'énergie attribués à une opération est la somme, sur la durée de vie de l'opération, des économies d'énergie annuelles ainsi calculées exprimée en kilowattheures d'énergie finale cumulée actualisés (cumac).

Article 3-1

I. – Peuvent donner lieu à délivrance de certificats d'économies d'énergie au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique, les opérations :

- faisant l'objet d'une demande de certificats d'économies d'énergie déposée à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

- n'ayant pas fait l'objet d'une bonification au titre d'un programme de bonification des opérations de réduction de la consommation énergétique des ménages les plus défavorisés en application de l'article L. 221-7 du code de l'énergie ; et

- pour lesquelles le bénéficiaire est un ménage en situation de précarité énergétique, ou pour lesquelles l'occupant du logement concerné par l'opération est un ménage en situation de précarité énergétique.

II. – Un ménage est considéré en situation de précarité énergétique si ses revenus sont inférieurs aux plafonds suivants :

<u>Nombre de personnes composant le ménage</u>	<u>Plafonds de revenus du ménage en Île-de-France (€)</u>	<u>Plafonds de revenus du ménage pour les autres régions (€)</u>
<u>1</u>	<u>24 094</u>	<u>18 332</u>
<u>2</u>	<u>35 362</u>	<u>26 811</u>
<u>3</u>	<u>42 471</u>	<u>32 242</u>
<u>4</u>	<u>49 592</u>	<u>37 669</u>
<u>5</u>	<u>56 733</u>	<u>43 117</u>
<u>Par personne supplémentaire</u>	<u>+ 7 132</u>	<u>+ 5 431</u>

Un ménage est considéré en situation de grande précarité énergétique si ses revenus sont inférieurs aux plafonds suivants :

<u>Nombre de personnes composant le ménage</u>	<u>Plafonds de revenus du ménage en Île-de-France (€)</u>	<u>Plafonds de revenus du ménage pour les autres régions (€)</u>
<u>1</u>	<u>19 792</u>	<u>14 300</u>
<u>2</u>	<u>29 050</u>	<u>20 913</u>
<u>3</u>	<u>34 887</u>	<u>25 152</u>
<u>4</u>	<u>40 735</u>	<u>29 384</u>
<u>5</u>	<u>46 604</u>	<u>33 633</u>
<u>Par personne supplémentaire</u>	<u>+ 5 857</u>	<u>+ 4 239</u>

Les revenus pris en compte correspondent à la somme des revenus fiscaux de référence mentionnés sur les avis d'imposition ou de non-imposition au titre de l'année N-2 par rapport à la date de référence définie ci-après pour les personnes composant le ménage. A titre dérogatoire, les avis d'imposition ou de non-imposition au titre de l'année N-1 peuvent être utilisés, s'ils sont disponibles.

La date de référence est :

- la date d'engagement de l'opération ; ou
- la date d'achèvement de l'opération ; ou
- la date de la demande de certificats d'économies d'énergie auprès du ministre chargé de l'énergie.

III. – Dans le cas où l'opération concerne à la fois des ménages en situation de précarité énergétique et des ménages qui ne sont pas en situation de précarité énergétique, une fraction du volume total des certificats d'économies d'énergie délivré pour cette opération, avant pondération éventuelle au titre des articles 4 à 6-1, est considérée comme ayant été réalisée au bénéfice des ménages en situation de précarité énergétique. Cette fraction est égale au nombre de ménages en situation de précarité énergétique ayant bénéficié de l'opération, divisé par le nombre total de ménages ayant bénéficié de l'opération.

Pour l'application des pondérations prévues aux articles 4 et 6-1, l'opération d'économies d'énergie est considérée comme ayant été réalisée au bénéfice de ménages en situation de grande précarité énergétique au prorata du nombre de ménages en situation de grande précarité énergétique parmi le nombre total de ménages.

IV. – Dans le cas où l'opération concerne au moins un ménage occupant un logement :

1° Faisant l'objet d'une convention définie à l'article L. 351-2 du code de la construction ou de l'habitation ; et

2° Géré par :

- un organisme d'habitations à loyer modéré défini à l'article L. 411-2 du même code, ou
- un maître d'ouvrage d'insertion agréé au titre de l'article L. 365-2 du même code, ou
- une société d'économie mixte, ou
- un autre bailleur mentionné aux quatrième et cinquième alinéas de l'article 41 ter de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière.

la fraction du volume total des certificats d'économies d'énergie délivré, avant pondération éventuelle au titre des articles 4 à 6-1, considérée comme réalisée au bénéfice de ménages en

situation de précarité énergétique, est définie conformément au III sur la base de documents justificatifs prévus par l'arrêté du 4 septembre 2014 susvisé, ou à défaut, est égale au nombre de ménages occupant un logement respectant les critères susmentionnés divisé par le nombre total de ménages ayant bénéficié de l'opération puis multiplié par la colonne B du tableau de l'annexe du présent arrêté.

Pour l'application des pondérations prévues aux articles 4 et 6-1, la fraction du volume des certificats d'économies d'énergie considérée comme réalisée au bénéfice de ménages en situation de grande précarité énergétique est définie conformément au III sur la base de documents justificatifs prévus par l'arrêté du 4 septembre 2014 susvisé, ou à défaut, est égale au nombre de ménages occupant un logement respectant les critères susmentionnés divisé par le nombre total de ménages ayant bénéficié de l'opération puis multiplié par la colonne A du tableau de l'annexe du présent arrêté.

V. Dans les copropriétés de plus de vingt logements faisant l'objet d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat, prévue à l'article L. 303-1 du code de la construction et de l'habitation et à l'article 6 de la loi n°90-449 du 31 mai 1990, ou d'un plan de sauvegarde, prévu à l'article L. 615-1 du même code, dès lors que la subvention de l'Agence nationale de l'habitat a été attribuée au titre des 7° et 8° du I de l'article R. 321-12, les fractions mentionnés au III sont calculées, dans les conditions définies par le présent arrêté, en extrapolant à l'ensemble des logements concernés les résultats de l'enquête sociale faisant partie de l'étude pré-opérationnelle, lorsque cette dernière a permis de collecter les informations relatives aux ressources d'au moins 50 % des occupants.

Le calcul tient compte du niveau de détail le plus fin possible permis par les résultats de l'enquête, notamment par type d'occupant (locataire ou propriétaire).

Article 3-2

Pour les opérations relevant du II de l'annexe 4 de l'arrêté du 4 septembre 2014 susvisé, le volume de certificats d'économies d'énergie, exprimé en kilowattheures d'énergie finale cumulée actualisés, est calculé à partir du montant de certificats prévu par la fiche d'opération standardisée concernée en remplaçant la durée de vie conventionnelle par la durée de location (hors reconduction tacite) selon les modalités de calcul prévues par l'article 3 du présent arrêté.

Article 4

Le volume des certificats d'économies d'énergie délivrés pour les actions réalisées dans les zones non interconnectées au réseau métropolitain continental de transport d'électricité est multiplié par 2. Pour la part des opérations réalisée au bénéfice de ménages en situation de grande précarité énergétique conformément à l'article 3-1, ce coefficient multiplicateur est porté à 3.

Ces dispositions ne sont pas cumulables avec les dispositions des articles 5 à 6-1.

Article 5

Le volume des certificats d'économies d'énergie délivrés pour les actions couvertes par un système de management de l'énergie conforme à la norme NF EN ISO 50001 : 2011 certifié par un organisme accrédité par un organisme signataire de l'accord européen multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation, et engagées avant le 31 décembre 2015, est multiplié par 1,2.

La demande de certificats d'économies d'énergie comporte, outre les documents prévus par l'arrêté du 4 septembre 2014 susvisé pour chacune des opérations d'économies d'énergie standardisées et spécifiques concernées par la demande :

1° la liste des opérations concernées ;

2° le certificat de conformité à la norme NF EN ISO 50001 : 2011 en cours de validité délivré par l'organisme de certification au nom du bénéficiaire des opérations pour le site géographique concerné, qui comporte :

a) l'identité précise de l'entreprise titulaire du certificat ;

b) l'adresse postale précise du site certifié ;

c) le fait que l'ensemble des activités du site est couvert par la certification ;

d) la période de validité du certificat.

3° une attestation du demandeur et du bénéficiaire indiquant que les opérations pour lesquelles une demande est déposée n'ont pas déjà fait et ne feront pas l'objet d'une autre demande de certificats.

Article 6

I. - Le volume des certificats d'économies d'énergie délivrés pour les actions, hors contrats de conduite des installations, engagées dans le cadre d'un contrat de performance énergétique (CPE) conforme au II du présent article, est multiplié par :

a) $1 + B$ si la durée de la garantie de performance du CPE est inférieure à 10 ans ;

b) $1 + (1,1 \times B)$ si la durée de la garantie de performance du CPE est comprise entre 10 et 14 ans ;

c) $1 + (1,2 \times B)$ si la durée de la garantie de performance du CPE est supérieure ou égale à 15 ans,

où B est le niveau d'économies d'énergie primaire garanti par le CPE.

II. - Un CPE donne lieu à la réalisation de travaux d'efficacité énergétique conduisant à améliorer la performance globale de manière vérifiable et mesurable ou estimable si le comptage n'est pas adapté. Ces travaux sont assortis d'une garantie de résultats, dans la durée, apportée par l'opérateur.

L'économie d'énergie primaire garantie par le CPE est supérieure ou égale à 20 % sur le périmètre du contrat.

L'engagement de résultat est garanti sur une période déterminée contractuellement. La durée de la garantie de la performance du CPE, calculée à partir de la date à laquelle l'économie d'énergie garantie dans le cadre du CPE est au moins égale à 20 %, est supérieure ou égale à 5 ans.

Le CPE prévoit des pénalités, en cas de non atteinte de la performance garantie, supérieures ou égales à 66 % du coût répercuté au client dû à l'écart de consommation obtenu par rapport à l'objectif annoncé.

Le CPE comporte un plan de mesure et de vérification de la performance énergétique, faisant l'objet d'un bilan annuel. Ce plan de mesure et de vérification a été mis en place préalablement à la demande de certificats d'économies d'énergie.

III. - La demande de certificats d'économies d'énergie comporte, outre les documents prévus par l'arrêté du 4 septembre 2014 susvisé pour chacune des opérations d'économies d'énergie standardisées et spécifiques concernées par la demande :

1° les extraits du CPE, et un document récapitulatif, précisant :

- a) la désignation des parties contractantes ;
- b) la situation de référence prise en compte ;
- c) l'économie d'énergie garantie sur le périmètre du contrat, en énergie primaire (en %) ;
- d) les niveaux de services attendus et les paramètres d'influence ;
- e) les modalités du plan de mesure et de vérification ;
- f) la durée de la garantie ;
- g) les pénalités en cas de non atteinte des résultats ;

2° la liste des opérations standardisées réalisées dans le cadre du CPE.

La date d'achèvement de l'opération est la date d'achèvement de l'opération la plus récente réalisée dans le cadre du CPE.

Le CPE signé par les contractants et les bilans de fonctionnement annuels successifs prévus par le plan de mesure et de vérification sont tenus à la disposition de l'administration.

Article 6-1

Le volume des certificats d'économies d'énergie délivrés pour la part des opérations réalisée au bénéfice des ménages en situation de grande précarité énergétique conformément à l'article 3-1 est multiplié par 2.

Article 7

Les pondérations prévues dans les articles 5 à 6-1 sont cumulables.

Article 8

Une demande de certificats d'économies d'énergie porte sur un volume minimal de :

- a) 50 millions de kilowattheures d'énergie finale cumulée actualisés (cumac) pour une demande portant sur des opérations standardisées ;
- b) 20 millions de kilowattheures d'énergie finale cumulée actualisés (cumac) pour une demande portant sur des opérations spécifiques ;
- c) 20 millions de kilowattheures d'énergie finale cumulée actualisés (cumac) pour une demande portant sur la contribution aux programmes mentionnés à l'article L. 221-7 du code de l'énergie.

Supprimé : 4 à 6

Supprimé : , dans la limite du double du volume de certificats d'économies d'énergie délivré en l'absence de pondération

Article 9

Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015. L'arrêté du 29 décembre 2010 modifié relatif aux modalités d'application du dispositif de certificats d'économies d'énergie est abrogé à compter de cette même date.

Article 10

Le directeur général de l'énergie et du climat est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général de l'énergie et du climat,

L. MICHEL

Annexe

Cette annexe définit la fraction des volumes de certificats d'économies d'énergie réalisée au bénéfice de ménages en situation de précarité énergétique et de grande précarité énergétique en application du IV de l'article 3-1.

<u>Département de réalisation de l'opération</u>	<u>Colonne A (grande précarité énergétique)</u>	<u>Colonne B (précarité énergétique)</u>	<u>Département de réalisation de l'opération</u>	<u>Colonne A (grande précarité énergétique)</u>	<u>Colonne B (précarité énergétique)</u>
<u>01 - Ain</u>	<u>55%</u>	<u>88%</u>	<u>49 - Maine-et-Loire</u>	<u>56%</u>	<u>87%</u>
<u>02 - Aisne</u>	<u>63%</u>	<u>91%</u>	<u>50 - Manche</u>	<u>59%</u>	<u>90%</u>
<u>03 - Allier</u>	<u>67%</u>	<u>93%</u>	<u>51 - Marne</u>	<u>51%</u>	<u>85%</u>
<u>04 - Alpes-de-Haute-Provence</u>	<u>67%</u>	<u>92%</u>	<u>52 - Haute-Marne</u>	<u>60%</u>	<u>90%</u>
<u>05 - Hautes-Alpes</u>	<u>53%</u>	<u>88%</u>	<u>53 - Mayenne</u>	<u>60%</u>	<u>92%</u>
<u>06 - Alpes-Maritimes</u>	<u>43%</u>	<u>80%</u>	<u>54 - Meurthe-et-Moselle</u>	<u>60%</u>	<u>89%</u>
<u>07 - Ardèche</u>	<u>67%</u>	<u>94%</u>	<u>55 - Meuse</u>	<u>67%</u>	<u>92%</u>
<u>08 - Ardennes</u>	<u>64%</u>	<u>93%</u>	<u>56 - Morbihan</u>	<u>66%</u>	<u>94%</u>
<u>09 - Ariège</u>	<u>74%</u>	<u>95%</u>	<u>57 - Moselle</u>	<u>61%</u>	<u>89%</u>
<u>10 - Aube</u>	<u>63%</u>	<u>92%</u>	<u>58 - Nièvre</u>	<u>63%</u>	<u>92%</u>
<u>11 - Aude</u>	<u>74%</u>	<u>95%</u>	<u>59 - Nord</u>	<u>63%</u>	<u>92%</u>
<u>12 - Aveyron</u>	<u>67%</u>	<u>94%</u>	<u>60 - Oise</u>	<u>55%</u>	<u>87%</u>
<u>13 - Bouches-du-Rhône</u>	<u>61%</u>	<u>89%</u>	<u>61 - Orne</u>	<u>63%</u>	<u>92%</u>
<u>14 - Calvados</u>	<u>60%</u>	<u>91%</u>	<u>62 - Pas-de-Calais</u>	<u>66%</u>	<u>93%</u>
<u>15 - Cantal</u>	<u>65%</u>	<u>93%</u>	<u>63 - Puy-de-Dôme</u>	<u>59%</u>	<u>90%</u>
<u>16 - Charente</u>	<u>70%</u>	<u>93%</u>	<u>64 - Pyrénées-Atlantiques</u>	<u>60%</u>	<u>90%</u>
<u>17 - Charente-Maritime</u>	<u>67%</u>	<u>93%</u>	<u>65 - Hautes-Pyrénées</u>	<u>66%</u>	<u>93%</u>
<u>18 - Cher</u>	<u>61%</u>	<u>91%</u>	<u>66 - Pyrénées-Orientales</u>	<u>72%</u>	<u>94%</u>
<u>19 - Corrèze</u>	<u>68%</u>	<u>93%</u>	<u>67 - Bas-Rhin</u>	<u>61%</u>	<u>89%</u>
<u>21 - Côte-d'Or</u>	<u>58%</u>	<u>90%</u>	<u>68 - Haut-Rhin</u>	<u>61%</u>	<u>90%</u>
<u>22 - Côtes-d'Armor</u>	<u>71%</u>	<u>95%</u>	<u>69 - Rhône</u>	<u>58%</u>	<u>89%</u>
<u>23 - Creuse</u>	<u>65%</u>	<u>92%</u>	<u>70 - Haute-Saône</u>	<u>66%</u>	<u>93%</u>
<u>24 - Dordogne</u>	<u>67%</u>	<u>93%</u>	<u>71 - Saône-et-Loire</u>	<u>61%</u>	<u>91%</u>
<u>25 - Doubs</u>	<u>64%</u>	<u>91%</u>	<u>72 - Sarthe</u>	<u>61%</u>	<u>92%</u>

<u>Département de réalisation de l'opération</u>	<u>Colonne A (grande précarité énergétique)</u>	<u>Colonne B (précarité énergétique)</u>	<u>Département de réalisation de l'opération</u>	<u>Colonne A (grande précarité énergétique)</u>	<u>Colonne B (précarité énergétique)</u>
<u>26 - Drôme</u>	<u>70%</u>	<u>94%</u>	<u>73 - Savoie</u>	<u>53%</u>	<u>87%</u>
<u>27 - Eure</u>	<u>59%</u>	<u>90%</u>	<u>74 - Haute-Savoie</u>	<u>52%</u>	<u>85%</u>
<u>28 - Eure-et-Loir</u>	<u>57%</u>	<u>87%</u>	<u>75 - Paris</u>	<u>51%</u>	<u>80%</u>
<u>29 - Finistère</u>	<u>69%</u>	<u>95%</u>	<u>76 - Seine-Maritime</u>	<u>54%</u>	<u>87%</u>
<u>2A - Corse-du-Sud</u>	<u>59%</u>	<u>87%</u>	<u>77 - Seine-et-Marne</u>	<u>62%</u>	<u>92%</u>
<u>2B - Haute-Corse</u>	<u>63%</u>	<u>89%</u>	<u>78 - Yvelines</u>	<u>53%</u>	<u>87%</u>
<u>30 - Gard</u>	<u>77%</u>	<u>95%</u>	<u>79 - Deux-Sèvres</u>	<u>62%</u>	<u>93%</u>
<u>31 - Haute-Garonne</u>	<u>63%</u>	<u>90%</u>	<u>80 - Somme</u>	<u>64%</u>	<u>91%</u>
<u>32 - Gers</u>	<u>64%</u>	<u>91%</u>	<u>81 - Tarn</u>	<u>74%</u>	<u>96%</u>
<u>33 - Gironde</u>	<u>55%</u>	<u>88%</u>	<u>82 - Tarn-et-Garonne</u>	<u>77%</u>	<u>96%</u>
<u>34 - Hérault</u>	<u>68%</u>	<u>93%</u>	<u>83 - Var</u>	<u>62%</u>	<u>90%</u>
<u>35 - Ille-et-Vilaine</u>	<u>61%</u>	<u>92%</u>	<u>84 - Vaucluse</u>	<u>70%</u>	<u>94%</u>
<u>36 - Indre</u>	<u>61%</u>	<u>92%</u>	<u>85 - Vendée</u>	<u>63%</u>	<u>94%</u>
<u>37 - Indre-et-Loire</u>	<u>67%</u>	<u>93%</u>	<u>86 - Vienne</u>	<u>65%</u>	<u>92%</u>
<u>38 - Isère</u>	<u>60%</u>	<u>90%</u>	<u>87 - Haute-Vienne</u>	<u>63%</u>	<u>92%</u>
<u>39 - Jura</u>	<u>64%</u>	<u>91%</u>	<u>88 - Vosges</u>	<u>62%</u>	<u>91%</u>
<u>40 - Landes</u>	<u>64%</u>	<u>92%</u>	<u>89 - Yonne</u>	<u>68%</u>	<u>93%</u>
<u>41 - Loir-et-Cher</u>	<u>61%</u>	<u>92%</u>	<u>90 - Territoire de Belfort</u>	<u>64%</u>	<u>90%</u>
<u>42 - Loire</u>	<u>63%</u>	<u>92%</u>	<u>91 - Essonne</u>	<u>55%</u>	<u>89%</u>
<u>43 - Haute-Loire</u>	<u>68%</u>	<u>93%</u>	<u>92 - Hauts-de-Seine</u>	<u>46%</u>	<u>82%</u>
<u>44 - Loire-Atlantique</u>	<u>62%</u>	<u>91%</u>	<u>93 - Seine-Saint-Denis</u>	<u>62%</u>	<u>90%</u>
<u>45 - Loiret</u>	<u>61%</u>	<u>91%</u>	<u>94 - Val-de-Marne</u>	<u>53%</u>	<u>86%</u>
<u>46 - Lot</u>	<u>70%</u>	<u>94%</u>	<u>95 - Val-d'Oise</u>	<u>58%</u>	<u>89%</u>
<u>47 - Lot-et-Garonne</u>	<u>72%</u>	<u>94%</u>	<u>Collectivités d'outre-mer</u>	<u>80%</u>	<u>94%</u>
<u>48 - Lozère</u>	<u>59%</u>	<u>89%</u>			